

Synthèse et conclusions du colloque

Pisani E.

in

Dupuy B. (comp.), Dupuy B. (collab.).
Equilibre alimentaire, agriculture et environnement en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 24

1994
pages 153-156

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI950053>

To cite this article / Pour citer cet article

Pisani E. **Synthèse et conclusions du colloque.** In : Dupuy B. (comp.), Dupuy B. (collab.). *Equilibre alimentaire, agriculture et environnement en Méditerranée.* Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 153-156 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 24)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Synthèse et conclusions du colloque

Edgard Pisani

Président du CIHEAM, Paris (France)

Je vous remercie, Monsieur le ministre, d'avoir accepté de présider la dernière séance de nos travaux et d'en tirer les conclusions. Permettez-moi, en tant que président du CIHEAM, de dire la déception qui est la mienne aujourd'hui. Nous n'étions pas censés nous réunir ici entre experts seulement mais pour rencontrer des responsables politiques auxquels nous devons faire part de nos préoccupations. Et malheureusement si tant de questions restent en suspens à l'issue de notre réunion, c'est que nos échanges se sont limités à un dialogue entre personnes aux compétences identiques et oeuvrant à un même niveau de responsabilité. La dernière intervention de notre précédente séance de travail l'illustrerait à elle seule : son auteur a bien insisté sur les difficultés de l'agriculture au sud de la Méditerranée, dont l'avenir est influencée par les décisions prises à Bruxelles comme si ses acteurs eux-mêmes n'en étaient pas responsables et comme si les décisions politiques échappaient au niveau national même, relevant d'un organisme lointain, insaisissable et auquel il est impossible de s'adresser.

C'est pourquoi ma première question s'adresse à vous, Monsieur le ministre. Comment faire en sorte que le problème agricole et alimentaire en Méditerranée soit enfin abordé en commun par les hommes politiques des pays de la région, en dépit des différences de leur niveau de développement ? Comment éviter que ne se creuse le fossé entre les pays du nord de la Méditerranée adhérant à la Communauté économique européenne, dotée d'un instrument efficace avec la politique agricole commune, et les pays de la rive sud qui eux n'en ont pas ? Comment éviter que la dissymétrie qui s'aggrave n'empêche tout dialogue entre les deux rives de la Méditerranée ?

J'articulerai mon propos autour de trois points. Après un rapide constat des réalités qui s'imposent à nous, je recenserai les principaux défis qu'il nous faut relever avant d'esquisser ce que pourrait être le rôle du CIHEAM dans cette perspective.

Les problèmes qui se posent dans le monde méditerranéen ne sont pas indépendants du contexte mondial général. Serons-nous capables de nourrir demain dix milliards d'hommes ? Cela est vraisemblable mais non pas certain. Et pourtant, comme nous avons le souci des générations futures, nous devons veiller à préserver le patrimoine de l'humanité pour qu'il ne vienne pas un jour à lui faire irrémédiablement défaut. Le risque d'épuisement des ressources est plus grave en Méditerranée que partout ailleurs dans le monde à cause, non seulement de l'explosion démographique et de la fragilité du milieu naturel, mais aussi des évolutions qui s'y font jour et semblent l'écarter chaque jour davantage de la voie de l'autosuffisance alimentaire. La région risque d'être dans les prochaines décennies plus dépendante qu'elle ne l'a jamais été. Seuls deux ou trois pays, outre ceux qui appartiennent à la Communauté européenne, peuvent en effet prétendre raisonnablement atteindre l'équilibre alimentaire.

A ce grave déséquilibre qui affecte l'ensemble du bassin méditerranéen, s'en ajoute un autre, grandissant, entre les pays du Nord et les pays du Sud. En effet, si les premiers semblent pouvoir maîtriser leurs problèmes, même si l'entreprise est difficile, et progresser en dépit des obstacles, les seconds éprouvent les plus grandes difficultés à résoudre ne serait-ce que leurs problèmes alimentaires.

- Voyons maintenant les principaux défis auxquels la région est confrontée. Le premier est de ne pas reproduire au Sud le modèle de développement agricole qui a été adopté au Nord. En effet, ce dernier, visant à produire toujours davantage avec une main-d'oeuvre la plus faible possible, n'est pas adapté à des pays devant faire face à une explosion démographique. Ne faudrait-il pas au contraire inventer pour eux un modèle de développement plus soucieux de la sauvegarde de l'emploi ? En effet, ces pays pour-

ront-ils faire face à la fois à une telle croissance de leur population et à un afflux aussi massif dans les villes de personnes contraintes de quitter les campagnes ? La réponse est vraisemblablement non, d'autant plus que le rythme des évolutions dans ces pays est formidablement plus rapide que celui que le Nord a pu connaître. On touche d'ailleurs là du doigt un problème politique qu'il faut avoir le courage d'évoquer et que posent les excès dont le Sud est menacé : celui des populations rurales contraintes à l'exode, transplantées dans les villes et qui sont disposées à entendre tous les discours, quelles qu'en soient les conséquences pour le futur.

- Deuxième défi : produire plus en permettant à la nature de se régénérer, sans épuiser ses ressources et sans porter atteinte à l'héritage. Les problèmes de l'environnement se posent déjà dans les pays du Nord et force est d'admettre que ceux-ci n'ont pas bien su y répondre, mais ils se posent en termes beaucoup plus sévères dans le Sud, en raison notamment des facteurs climatiques et de la désertification. Or, nous ne pouvons pas laisser croire aux pays du Sud qu'ils peuvent développer leur système productif comme nous l'avons fait, en procédant aux mêmes ponctions sur la nature, alors que ce modèle est aujourd'hui remis en cause au sein des pays du Nord. Ainsi voit-on bien que production agricole et environnement se rejoignent.

- Le troisième défi concerne les difficiles échanges entre le nord et le sud de la Méditerranée. Mais avant d'en traiter, je voudrais dire qu'il y a quelque chose d'artificiel dans cette idée trop souvent affirmée d'une Méditerranée unique, au singulier. Car il existe bien plusieurs Méditerranées et d'ailleurs, n'en n'a-t-on pas longtemps cité quatre : celle de l'est et celle de l'ouest, avec à l'intérieur de chacune d'elle celle du nord et celle du sud. Classification bien commode, car y a-t-il tant de points communs entre l'Égypte et les pays du Fleuve, ou bien entre la Turquie, les Balkans et une partie de l'Italie ? Méfions-nous donc des approches réductrices et si la Méditerranée constitue pour nous un cadre de travail, gardons à l'esprit qu'elle est multiple et qu'il nous faudra toujours tenir compte de ses différences naturelles, culturelles et historiques – la Turquie et l'Égypte par exemple ont un héritage étatique très fort que l'on rencontre dans très peu d'autres pays. Cela étant, dans cette Méditerranée, il est indispensable de commercer et il nous faut donc voir comment, en tenant compte des accords qui seront signés au GATT et non contre eux, nous pouvons établir des échanges préférentiels entre les États méditerranéens, en respectant les intérêts de chacun. Il nous faudra relever ce défi hors du cadre du GATT, par des négociations qui devront s'engager dans une perspective non pas de mondialisation mais de régionalisation des échanges commerciaux dont la somme doit permettre d'atteindre un meilleur équilibre global.

- Quatrième défi : le modèle de consommation du Nord est-il pertinent pour le Sud ? Non, absolument non. Bien sûr, le Sud ne doit pas en rester à un modèle médiéval tandis que le Nord prendrait son envol vers l'ère post-industrielle. Il n'en reste pas moins que le Sud doit être conscient qu'il ne peut atteindre le modèle du Nord, beaucoup trop gaspilleur, et qu'à vouloir y prétendre, il ne connaîtrait que la frustration. Il lui faudra donc trouver ici d'autres voies.

- Cinquième défi : faire valoir l'idée de la diversité de la Méditerranée. A ce propos, je voudrais insister sur les vertus de la diversité, sans le respect de laquelle cette revendication naturelle qu'est l'unité ne saurait avoir de sens : il y a là un rapport dialectique dont nous ne pouvons ignorer l'importance. Comme le disait un des pères de l'Église, Saint Thomas d'Aquin : « la concorde ne naît pas de l'identité des pensées mais de l'identité des volontés, l'organisation ne naît pas de l'identité des réalités mais de l'identité des volontés ». La tâche est donc immense si nous voulons faire émerger une volonté cohérente des contradictions issues de la nature et de l'histoire de la Méditerranée.

- Sixième défi : est-il possible de développer la coopération Nord-Sud de façon qu'elle n'apparaisse pas comme une générosité déplacée des uns, tendant à accroître la dépendance des autres, mais bien comme le résultat d'évidentes complémentarités. Je crois qu'il nous faut sortir du cadre traditionnel du dialogue Nord-Sud afin de construire un monde où nous puissions vivre ensemble, sortir de ces attitudes qui nous imprègnent tous : la suffisance au Nord et la méfiance au Sud. Même ici, alors que nous sommes réunis pour chercher des solutions communes, nous ne pouvons nous empêcher les uns d'avoir la certitude d'être dans le vrai, les autres de ressentir l'humiliation d'être demandeurs. Or, si nous n'allons pas au-delà de cette incommunicabilité, alors nous n'aurons pas résolu les problèmes, nous les aurons seulement dissimulés.

J'en viens maintenant au rôle du CIHEAM, que j'envisagerai d'abord en posant quelques questions. Qu'est-ce que le CIHEAM ? Quels sont ses interlocuteurs et pour qui travaille-t-il ? Est-ce pour les uni-

versités dont dépendent ses quatre centres d'excellence ? Evidemment non. Est-ce alors pour tous les établissements universitaires de la Méditerranée ? Peut-être, mais il ne s'en n'est pas donné la capacité puisqu'il ne dispose d'aucun centre au Sud. Est-ce pour la communauté scientifique ? Oui, sans doute, mais plutôt par accident, par le jeu des rencontres. Est-ce pour ceux qui assurent la vulgarisation, c'est-à-dire pour les acteurs économiques qui lui permettraient d'être directement en contact avec les producteurs et les industriels ? Non, il n'en a évidemment pas les moyens. Dans ces conditions, si le CIHEAM décide de créer une banque de données, il faut d'abord se demander à qui elle s'adressera et s'il participe à l'élaboration de stratégies, il faut de la même façon voir à qui cet apport pourra servir, si par exemple il sera utile à un ensemble politique dans lequel des gouvernements seraient capables d'unir leurs efforts.

Pour être concret, je dirai que le CIHEAM doit disposer, au Sud comme au Nord, de centres d'excellence eux-mêmes en réseau avec d'autres institutions régionales. En effet, il est difficile aux centres existants d'être en relation directe avec toutes les universités ou instituts de recherche des pays du Sud, et si de nouveaux centres polarisants existaient dans ces pays, les résultats que nous obtiendrions seraient bien supérieurs. Je pose donc la question aux gens du Sud : avez-vous le goût, la volonté et la capacité de vous organiser au sein de systèmes susceptibles de développer une coopération efficace entre le nord et le Sud ? Car en l'état actuel, si votre réponse est négative ou hésitante, il nous faut craindre que les déperditions d'énergie actuelles ne se poursuivent.

Par ailleurs, le CIHEAM a-t-il pour vocation de créer un centre de documentation, comme cela a été proposé, et de le mettre à la disposition des universités, des instituts de recherche et des gouvernements. Ne vaudrait-il pas mieux considérer que nous aurons bien travaillé si nous amenons les universités à créer un réseau de connaissances qu'elles mettraient largement à disposition. De fait, je pense qu'il revient au CIHEAM non pas de créer une banque de données, mais de permettre qu'elle puisse se construire grâce à la contribution de chacun et d'organiser à cet effet des rencontres destinées à préciser la manière dont seront recueillies et classées les informations, ainsi que les conditions de leur accessibilité.

D'autre part, il me paraît pertinent que les centres d'excellence apportent leur soutien à l'Université, notamment par le biais d'enseignements débouchant sur des diplômes, comme c'est le cas à Montpellier. Toutefois, si cette solution est actuellement utile, je crois qu'il convient d'élargir notre démarche, de façon à ce que le CIHEAM constitue un lieu de convergence des savoirs, car ceux-ci sont inefficaces s'ils sont isolés, mais mutuellement féconds dès lors qu'ils sont mis en réseau. Nous devons donc mobiliser les connaissances où qu'elles soient, non pas en nous substituant aux institutions existantes, mais bien en appuyant leurs efforts. Cet appui doit notamment aller à la formation permanente, car on sait que beaucoup de ceux qui quittent l'université oublient peu à peu tout ce qu'ils y ont appris et nous devons donc mettre à la disposition de l'Éducation nationale des éléments qui permettent d'alimenter ceux dont les savoirs sont en train de se perdre. Je le répète, il n'appartient pas au CIHEAM de créer un capital de connaissances, mais plutôt d'aider à renouveler celui qui existe déjà, en particulier au Sud.

Je voudrais maintenant vous remercier, Monsieur le ministre, de l'accueil chaleureux que votre pays nous a réservé, vous remercier également, Monsieur Busuttil, de nous avoir si bien reçus et remercier enfin tous ceux qui sont intervenus ou ont participé à ce colloque.

Ces journées auront eu l'immense mérite de mettre en lumière les difficultés auxquelles sont confrontés les pays méditerranéens. Elles auront également permis d'esquisser quelques solutions que le CIHEAM se chargera de résumer sous la forme d'un tableau opératoire présentant les axes de ses actions à venir. Puis nous pourrons entrer dans une autre phase, je veux dire travailler à ce que le CIHEAM soit plus encore qu'il ne l'est aujourd'hui un lieu de rencontre et de fécondation mutuelle entre deux ensembles qui deviennent trop différents, alors que leur nature et leur histoire les font solidaires. Deux ensembles menacés d'une division plus forte que jamais, alors que nous avons tous plus que jamais besoin d'unité.

Permettez-moi d'évoquer ici le court voyage que j'ai fait à Paris hier. J'y ai rencontré Yasser Arafat, c'est-à-dire l'un des protagonistes de l'événement qui aura marqué l'Histoire, non seulement de cette année, mais de ces dernières décennies, signant le passage d'un état de guerre à une paix possible au

Proche-Orient. J'ai pu constater combien il avait conscience qu'il était plus facile de faire la guerre que de gérer la paix. Gardons donc toujours cela présent à l'esprit : tendre à l'affrontement est plus aisé qu'imaginer des constructions communes. Nous y sommes pourtant condamnés.



Discours de clôture

Lawrence Gatt
Ministre de l'Agriculture de Malte

Excellencies,
Mr. President of CIHEAM,
Colleagues, Ladies and Gentlemen,

In bringing to fruition this seminar on Food balance, agriculture and environment, I wish to express the happiness of the Government of Malta for offering our country as the venue of this important gathering.

This symposium provided a forum wherein the high representatives of the states from the northern and southern shores of the Mediterranean have discussed the relationship of nutrition to rural life and ecological concerns.

Such discussions were held in amity and understanding under the distinguished auspices of international and regional organizations.

The ideas and proposals discussed and put forward offer a rich corpus of the state-of-the-art thinking on these relationships. We have been left in no doubt that the progress of Mediterranean agriculture, crucial to both social and economic evolution in the region, depends on the will of nations. This should be coupled by the resolve of their leaders who should ensure that agriculture is given its due share in national and regional planning and management.

What is lacking in the region as a whole is not so much the dearth of appropriate technology by which, for example, yields can be raised, as much as the foresight and the commitment to apply new technology. This can be achieved by choosing processes which, though not inimical to the environment, are, to borrow computer terms, user friendly for farmers and agronomists.

We have learnt through this seminar that the southern part of the Mediterranean calls for the application of agricultural methods and for husbandry techniques which need not be the *dernier cri* of sophisticated systems more suited to the north. This is because in this region, agriculture is still a foremost activity in primary production. Furthermore, rural life is, in many parts, the backbone of national identity and the bulwark of ethnic traditions.

The south, we have come to realise, is more wanting in those environmentally acceptable but relatively simple technologies which, based on the experiences and tradition of the past, can be best adapted to the exigencies of the times.

Your seminar, Mr. President, has shown us that in many cases, what is required for raising food production may be rather straightforward solutions: proper water-taps in Egypt, for example, may be more conducive to improved irrigation in the rural areas than complex processes more suited to some European countries.

It is, then, the political will that must express the readiness of Mediterranean countries to plan and manage their agriculture so as to achieve high levels of food production for their peoples while safeguarding their environmental heritage. People who are deprived of sufficient nourishment are unlikely to be impressed by grandiose schemes to conserve the patrimony of their historic sites or the hereditary wealth of the natural resources of their fields and forests.

This seminar has also indicated the foolhardiness of seeking to improve agricultural production as if agriculture were isolated from events in other sectors of national and regional economic life. Rapid industrial growth may, in many southern countries, create serious and lasting imbalances where agriculture is marginalised. In the south, such a situation could conceivably affect adversely not only the environment but also the very texture of cultural life. This eventuality may augment these social pressures which, as one can see, increasingly pose threats to both national and regional security and well-being.

For such eventualities to be eschewed, it is important—and this, too, emerges from your discussions—to forge appropriate linkages between agricultural and manufacturing activities, so that agricultural produce may provide, through food processing and packaging, useful inputs for manufacturing. Such linkages could also reduce the negative terms of trade which southern countries have traditionally experienced in their commerce with the north.

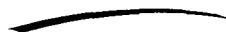
Malta has for some years now advanced, in international fora, the need for a Mediterranean technological centre which could act as a clearing-house and catalyst for joint research and development activities, the results of which could be industrially applied to the South. Such a centre could be the fruit of a true partnership between the north and the south and, in that new Mediterranean which, prodded by the desire for peace if not by the lessons of history, we seem to be re-inventing. Here, I recall, Mr. President, your own favourable thoughts and those of your colleagues on this proposal in that excellent anthology entitled *La Méditerranée réinventée*.

In a reborn and re-discovered Mediterranean, the marriage between agriculture and environment can be veritably consummated through a technological wedlock where rural life can offer durable guarantees for sustained and sustainable development.

The challenge is strong; and strongly it must be faced. For, spurned, it would spell failure and doom the south, in particular, to penury and revolution. Successfully embraced, the offspring of the marriage would be a new Mediterranean generation.

Let us not, colleagues, ladies and gentlemen, disappoint those who have selected us to be the stewards of the present event, as we plan their future. Our responsibilities to the children of the Mediterranean go beyond the mere provision of food. We must nurture and nourish them in an environment of peace, where they shall enjoy not only the plenty of the land, but the fulfillment of the spirit.

Let me, in conclusion, thank you, Mr. President, and your colleagues on the CIHEAM Board, for selecting Malta to continue your thirtieth anniversary celebrations. I would also like to thank the European Community and the United Nations Mediterranean Action Plan for co-sponsoring this symposium, and lastly my heartfelt thanks go to the Foundation for International Studies for hosting in this magnificent *Aula Magna* this excellent seminar.



Notes de clôture

S. BUSUTTIL

Au terme de ce colloque dont les travaux ont été particulièrement riches et fructueux, je tiens à vous redire combien la Fondation des études internationales a été heureuse de vous accueillir. Je remercie M. Pisani, Président du CIHEAM, M. le ministre de l'Agriculture de Malte qui nous a honorés de sa présence, et enfin tous les participants qui ont grandement contribué au succès de cette rencontre. Comme M. Pisani l'a souligné, nombreux sont les défis que nous avons à relever, mais permettez-moi d'être optimiste, car je suis certain que les peuples de la Méditerranée sont plus prêts à coopérer que nous ne le croyons souvent.

E. PISANI

Au terme de nos travaux, nous ne pouvons pas ne pas avoir une pensée pour Mustapha Lasram, Secrétaire Général du CIHEAM, qui aurait tant aimé assister à ce colloque et auquel nous souhaitons tous un prompt rétablissement.